

# option »

Comme tous les travailleurs migrants rencontrés par *Le Soir*, Ali est hors des clous de la loi. Mais contrairement à d'autres, lui l'a choisi. De nombreux ouvriers étrangers recourent au système des « visas libres », pour avoir davantage de liberté. Illégaux, les « visas libres » détournent la législation en vigueur au Qatar en « sous-traitant » le système de parrainage obligatoire. En somme, Ali achète à un Qatari le droit de travailler et vivre dans l'émirat : « Je lui paie 1.500 rials par an pour moi, et 1.200 rials pour chaque membre de ma famille », soit un mois de salaire au total. En échange, son « parrain » qatari s'engage à le laisser tranquille, à le laisser travailler pour qui il veut, comme un freelance. De leur côté, les autorités ferment les yeux.

## Risquer l'expulsion

Avoir un « visa libre » permet donc de s'extirper de la mainmise d'un patron. Car les injustices sont encore nombreuses. « Mon employeur abuse de ma situation », explique Antonio. Il y a deux semaines, son boss lui a interdit de changer de travail. La pratique est interdite. « Même si tu connais tes droits, il est très difficile de communiquer avec l'administration », continue l'ouvrier philippin. Dans le meilleur des cas, les procédures contre un patron abusif durent 90 jours. Trois mois sans salaire. Inenvisageable. Pire : face à des employés qui revendiquent leurs droits, des patrons déposent des plaintes pour « fugue ». La pratique est courante et les travailleurs accusés risquent l'expulsion.

Face à ces abus, les autorités qataries

pointent du doigt le secteur privé, des employeurs malhonnêtes. Dans l'Etat du Golfe, les Qataris ne sont d'ailleurs pas les patrons qui ont la pire réputation. Selon les travailleurs rencontrés, les expatriés égyptiens et libanais seraient les plus durs, mais des cas d'abus ont également été recensés de la part de patrons européens ou nord-américains. Les inspections du travail sont encore insuffisantes, selon l'OIT.

## William ne devrait même pas être là

La sombre réputation du Qatar précède l'émirat en Inde, au Népal, au Bangladesh ou encore au Kenya, qui fournissent la majorité de la main-d'œuvre du Golfe. Malgré tout, ils sont des centaines de milliers à tenter leur chance, attirés par la perspective d'un salaire qui tombe tous les mois, parfois floués par des agences de recrutement et leurs promesses de rémunérations illusoire.

Avant même d'arriver, certains travailleurs s'endettent dans des frais de recrutement, illégaux, payés à des intermédiaires, parfois des membres de leur village, de leur famille. Pour mettre un terme à ce mécanisme migratoire mondial bien rodé, de grandes entreprises présentes au Qatar mènent des entretiens, des formations, avec leurs nouveaux employés pour repérer les agences véreuses à blacklister.

Mais certains passent au travers des mailles du filet. Dans les faubourgs de Doha, William reprend son souffle, adossé au poteau d'une cage de foot. Il ne devrait même pas être là. Le jeune homme, originaire d'Afrique de l'Est, a à peine 17 ans. « Dans mon village, il n'y avait aucun travail, aucun avenir », explique le jeune homme, qui a quitté son pays natal il y a un an déjà (faites le calcul...). Au Qatar, il bosse dans la construction, 13 heures par jour, six jours sur sept, sans vacances. Dans le camp de travailleurs où il vit, dans la zone industrielle de Doha, « il n'y a pas de filles », rit-il, encouragé par ses deux potes qui le rejoignent au bord du terrain.

A regarder les photos envoyées par William, les filles devraient être le cadet de ses soucis : le sol de la cuisine est sale, les brûleurs hors d'âge, il partage sa chambre avec trois autres personnes, sans intimité, et la poussière s'accumule partout.

Devant les trois jeunes hommes, Joseph se lance dans une tirade de mentor. Le Qatar, c'est l'Eldorado. « C'est un peu comme le rêve américain », jure le trentenaire. « Mon but est de montrer aux autres qu'il y a plus à faire ici que juste travailler. Nous avons un rôle à jouer au Qatar. Et le pays a besoin de gens qui rêvent : ils travaillent mieux. » Venu d'Afrique centrale à peine majeur, il s'imagine un futur à la Steve Jobs dans l'émirat du Golfe. Joseph a un air assuré, un livre de développement personnel sous le bras (*How successful people think*, « Comment réfléchissent les personnes qui réussissent » en français).

« Je suis un rêveur, mais pas encore un patron », lâche celui qui a visiblement travaillé ses mantras. Les trois garçons essaient la sueur qui leur coule du visage et écoutent Joseph. Mais ils se voient plutôt rester quelques années, le temps de remplir le portefeuille, de payer des

*Mon but est de montrer qu'il y a plus à faire ici que juste travailler. Nous avons un rôle à jouer. Et le pays a besoin de gens qui rêvent : ils travaillent mieux*

Joseph

”

vailleuses domestiques ! » Elle déballe : la peur instillée par les patrons et patronnes, la solitude, la dépression, les pensées suicidaires...

Assise à côté de Rosemarie, Anita a tout connu : les employeurs abusifs, les mensonges sur le salaire, l'expulsion... Jusqu'à se satisfaire de sa situation actuelle. A rebours de son amie, cette femme revendicative, arrivée il y a des années, trouve que « sortir du Qatar est devenu un peu plus facile et on est mieux informées qu'avant. Ça avance à petits pas. C'est mieux mais ce n'est toujours pas bon. » L'Organisation internationale du travail, les syndicats internationaux comme les organisations de défense des droits de l'homme alertent sur la situation de ces femmes. Employées chez des familles riches, ces 175.000 « nounous » (selon des estimations) sont souvent coupées du monde extérieur, sans contact avec les autorités ni avec leur communauté.

## « Pense à tes enfants »

« Certaines familles nous empêchent d'avoir un téléphone. Mais si vous n'avez pas de téléphone, vous ne pouvez pas avoir l'application covid », raconte Rosemarie. « Et donc vous ne pouvez pas prendre le métro, vous déplacer... Et donc pas fuir. » Alors, entre nounous, on se serre les coudes. « Quand d'autres femmes pleurent auprès de moi, me racontent leurs pensées suicidaires, je demande deux choses : « Est-ce qu'ils te nourrissent ? Et combien de temps dure ton contrat ? Pense à tes enfants », continue Elisa, la troisième jeune femme.

Pour ces travailleuses peu qualifiées, c'est le futur de leurs rejetons qu'elles jouent en venant vivre ici. « Vous avez besoin de ce petit quelque chose », abonde Anita. « Vous êtes le gagne-pain de votre famille, de vos enfants. Rentrer n'est pas une option. » Elles sont nombreuses à avoir laissé leur famille derrière elle en quittant leur pays, espérant lui offrir un avenir en sacrifiant quelques années au Qatar. Alors « mords sur ta chique » est leur mantra. « Tant qu'elles sont nourries par la famille qui les emploie, je leur dis de tenir bon. Car d'autres ne le sont pas », continue Elisa. « Elles doivent acheter de la nourriture avec leur propre argent. Ou coucher avec le chauffeur de la famille, le seul qui peut sortir faire des courses pour elles... » Le silence se fait.

« La vie ici n'est pas permanente. Il faut trouver du courage pour ne pas avoir l'impression d'être un échec pour soi et pour ses enfants. »

\*Prénom d'emprunt

## tutelle La kafala, c'est quoi ?

P. HN

Ce mot est au cœur des critiques contre le Qatar. Signifiant littéralement « parrainage », la kafala est un système de tutelle économique qui donne un pouvoir abusif au patron sur son employé. La kafala est souvent appliquée aux travailleurs et travailleuses domestiques au Liban, mais aussi, plus généralement, en Arabie saoudite, aux Emirats arabes unis et... au Qatar, donc. Ses détracteurs estiment qu'elle ouvre la porte à l'esclavage moderne, l'Organisation internationale du travail parle d'« exploitation » et de « travail forcé ».

« Dans le cadre du système de kafala, les travailleurs migrants dépendent de leur employeur pour presque tous les aspects de leur présence légale au Qatar », indiquait Amnesty International dans son rapport de 2019, *Que du travail, pas de paie*. « Son contrôle n'est pas confié au ministère du Travail, mais bien au ministère de l'Intérieur », souligne Jonathan Piron, chercheur spécialiste du Moyen-Orient, dans son ouvrage *Qatar, le pays des possédants*. Le système de la kafala n'est « pas dans une logique de protection, mais de contrôle ».

Seuls les aspects les plus problématiques de la kafala ont été réformés à partir de 2018

Dans l'émirat gazier, l'employeur a une série d'obligations légales à l'égard du travailleur : la prise en charge de son billet d'avion d'entrée et de sortie du pays, le renouvellement de son permis de séjour et de travail. Il doit lui fournir un logement, mais également de la nourriture (ou un complément de salaire pour subvenir à ces besoins). Les employeurs ont aussi des obligations sociales plus classiques, comme la prise en charge des frais médicaux et, si nécessaire, de rapatriement.

D'autres aspects de la kafala mettaient les travailleurs dans une position de vulnérabilité face à des patrons aux pratiques abusives. Pour pouvoir changer de job ou même quitter le pays, les employés devaient avoir le feu vert de leur ancien boss. « Avec un tel pouvoir accordé aux employeurs sur leurs travailleurs, l'exploitation et les abus du travail sont très répandus au Qatar », continuait le rapport d'Amnesty en 2019. « Lorsque les travailleurs sont confrontés à de graves problèmes tels que le non-paiement des salaires, les longues heures de travail, la confiscation des passeports ou les mauvaises conditions de vie, leur capacité à contester ou à échapper à leur situation est fortement limitée. »

Contrairement à ce qui est régulièrement avancé, la kafala n'a pas été supprimée dans l'Etat du Golfe. En revanche, le Qatar en a réformé les aspects les plus problématiques à partir de 2018. Selon un rapport de l'Organisation internationale du travail (OIT), une branche de l'ONU, 350.000 demandes de changement d'emploi ont été approuvées en deux ans. L'OIT ajoute cependant que « de nombreux travailleurs se heurtent encore à des obstacles lorsqu'ils quittent leur emploi ou en changent, notamment en raison des représailles de leurs employeurs ».



ES »

des progressistes. On doit être sûr que les conservateurs ne regagnent pas du terrain après la Coupe du monde.

## Pensez-vous qu'il faut boycotter le Mondial ?

Le boycott, c'est trop tard. Il ne sert plus à rien quand tous les stades et les hôtels sont construits. Et je dois dire qu'il n'y avait pas beaucoup d'attention de la part des journalistes au début, quand cela pouvait servir de demander un boycott.

Le Qatar a accepté la mise en place de « comités conjoints » dans les entreprises, où sont représentés des travailleurs. Qu'en pensez-vous ? Est-ce une bonne alternative aux syndicats ? Organiser une représentation syndicale au Qatar n'est pas facile. Ici, nous

avons de l'expérience pour soutenir les travailleurs qui veulent s'organiser. Mais là-bas, c'est tout nouveau. Chaque avancée est une avancée, car on était face au vide. Les porte-parole des comités conjoints et les représentants communautaires peuvent s'exprimer devant les autorités, ils en ont la légitimité. Mais ils n'ont pas de protection légale contre un licenciement. Comme dans les autres pays du Golfe, il n'y a pas de reconnaissance de réel syndicat.

L'Internationale du bois et de la construction demande dès lors la mise en place d'un centre du travail migrant, qui serait un guichet pour les travailleurs, un environnement sûr et sécurisé pour s'exprimer sans craindre son patron ou une organisation abusive.